

## Course à l'armement : L'Algérie et le Maroc augmentent leur budget défense

Soumis par M. A. O. (El-Watan)  
12-05-2009

« Algérie s'arme. Le Maroc aussi. Les données du dernier rapport 2008 de l'Institut international de recherche pour la paix (dit Sipri), basé à Stockholm, mettent en évidence cette course effrénée à l'armement à laquelle se livrent ces deux pays voisins. Cet institut d'études stratégiques, qui fournit les statistiques annuelles sur les dépenses militaires et le marché de l'armement dans le monde, classe l'Algérie au troisième rang des pays arabes en termes d'armement, juste derrière le Qatar et l'Arabie Saoudite. Elle consacre en moyenne 3,3% de son PIB par an aux dépenses militaires, ce qui représente environ 4,5 milliards de dollars. Dans le même classement, le Maroc se trouve à la cinquième place, avec plus de 1,7 milliard de dollars de dépenses militaires.

Cela sans compter les 2,4 milliards de dollars nécessaires pour l'acquisition de 24 avions de chasse F16 auprès du constructeur aéronautique américain Lockheed Martin. Les dépenses militaires algériennes et marocaines connaissent ainsi chaque année une forte progression. Le budget consacré par les deux pays à la défense en 2009 illustre, on ne peut plus clairement, cette frénétique course qui inquiète bien des nations. Le budget militaire algérien pour l'année 2009 s'élève à 383 milliards de dinars, équivalent de 6,25 milliards de dollars. Soit une augmentation d'environ 10% par rapport à 2008. Le budget consacré par le Maroc à la défense pour l'année 2009, quant à lui, monte à 34,625 milliards de dirhams (DM), soit 16% du budget général de l'Etat consacré à la gestion et l'investissement et 4,6% du PIB. Des sommes colossales sont ainsi allouées par ces deux pays au secteur militaire qui occupe la première place en termes de budgétisation. La tendance est certes mondiale.

Les dépenses militaires mondiales ont en effet augmenté de 45% en dix ans. Mais la compétition engagée entre l'Algérie et le Maroc en termes d'acquisition d'équipements militaires des plus lourds fait couler beaucoup d'encre et inquiète aussi bien les Américains que les autres pays du bassin méditerranéen. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont exprimé ouvertement leur inquiétude quant à la tendance haussière des dépenses de ces deux pays. Des dépenses qui font pourtant le bonheur des marchands d'armes américains européens et russes. Même l'assurance donnée par l'Algérie que ses dernières commandes entrent dans le cadre d'un plan de modernisation des équipements de son armée, qui datent de l'époque de l'Union soviétique, n'a pas atténué les craintes des Occidentaux, soucieux surtout de la sécurité de leur allié traditionnel dans la région, à savoir le Maroc. Les Etats-Unis considèrent ce plan de modernisation de l'armée algérienne comme « un plan dissuasif » face à la montée en puissance de son voisin de l'Ouest. Des sources diplomatiques affirment que la Maison-Blanche porte un intérêt particulier à cette question depuis la publication du rapport du Sipri.

L'inquiétude américaine peut s'exprimer aussi par le fait que l'Algérie envisage d'acheter quatre frégates multimissions (Paris est en compétition pour ce contrat d'une valeur de 2 milliards d'euros avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie). La question de la course à l'armement au Maghreb n'est guère nouvelle. Les Occidentaux ont plusieurs fois émis des craintes. Mais selon nombre d'observateurs, les « inquiétudes » des Occidentaux, notamment des Etats-Unis, sont motivées par leur volonté d'arracher une part du marché. Une sorte de moyen de pression pour qu'un pays comme l'Algérie — qui continue à importer le gros de son armement de la Russie — se tourne un peu vers ses partenaires occidentaux. On se souvient d'ailleurs de la réaction américaine suite à la signature entre l'Algérie et la Russie, en 2007, d'un accord d'achat d'armes d'une valeur de 7 milliards de dollars. A l'époque, les Etats-Unis avaient déclaré qu'ils étaient prêts à fournir de l'armement à l'Algérie, affirmant n'avoir jamais été sollicités par Alger pour l'achat d'équipements militaires. Bien qu'il débourse des milliards pour son armée, le Maroc accuse l'Algérie par presses interposées de chercher à avoir une suprématie militaire dans la région.

Plusieurs journaux et forums marocains parlent d'une « guerre inévitable » entre les deux pays « frères ». On trouve même des discussions entre internautes des deux pays qui se demandent qui pourrait être le vainqueur en cas d'un casus belli. Les relations entre les deux pays ont été toujours tendues depuis la fameuse guerre des sables déclenchée par le défunt Hassan II contre une jeune Algérie qui venait de se libérer du joug colonial. Depuis cet incident, l'Algérie se montre prudente dans ses rapports avec son voisin de l'Ouest qui n'a jamais caché ses velléités expansionnistes. Pourtant, nombreux sont ceux qui espéraient une entente entre les pays maghrébins après la tenue à Tanger, le 27 avril 1958, de la première conférence des partis nationalistes nord-africains (l'Istiqlal marocain, le Néo-Destour tunisien et le FLN algérien). En 2004, Driss Basri, ministre de l'Intérieur entre 1977 et 1999, avait révélé au journal espagnol El Mundo que le Maroc avait tenté de mener des opérations de déstabilisation en Algérie. Mieux encore, en octobre 2003, une attaque armée aux frontières communes, provoquant un mort et deux blessés parmi les militaires algériens, avait été revendiquée par une organisation qui se nommait Front de libération de l'Algérie marocaine de Mohamed Alouah. On ne peut aussi oublier « l'Algérie est le laboratoire du Maroc » crûment lâché par Hassan II en 1993.

Une année après, le Maroc avait accusé l'Algérie d'être derrière les attentats de l'hôtel Hasni de Marrakech. Un incident qui servira de prétexte pour chasser les résidents algériens du Maroc et instaurer le visa d'entrée à partir d'août 1994. Les autorités algériennes avaient répliqué par la décision de fermer les frontières terrestres. Une décision qui est toujours maintenue malgré la suppression des visas entre les deux pays intervenue en 2005 du côté marocain et en 2006 du côté algérien. La mort de Hassan II en juillet 1999 n'a pas amélioré les relations algéro-marocaines. Même si les deux pays ont échangé plusieurs visites officielles depuis l'accession au trône de Mohammed VI. Depuis 2007, le Maroc, qui continue toujours à accuser l'Algérie d'être partie prenante dans le conflit sahraoui, multiplie des appels à la réouverture des frontières. Mais l'Algérie exige, comme préalable à cette réouverture, le traitement du lourd contentieux né de la fermeture des frontières en 1994. La méfiance entre les deux pays est endémique, attisée par un passé commun, marquée par des coups et des contrecoups.

Source : Journal El-Watan.